

Tribune libre

« Un plan Marshall pour sauver l'action sociale ».

La tribune d'Alain Raoul

Par Alain Raoul - L'Opinion - 30 septembre 2022

« Les professionnels de la cohésion sociale n'acceptent plus d'être relégués au rang de second de cordée »

Chaque année en France, une femme meurt sous les coups de son conjoint ou exconjoint tous les deux jours et demi. Un enfant meurt tous les cinq jours sous les coups de ses parents. 9,3 millions de Français vivent sous le seuil de pauvreté, et un quart des demandeurs d'emploi bénéficient de l'allocation adulte handicapé. Femmes, hommes, enfants, personnes âgées, 10 millions de nos concitoyens sont en situation de vulnérabilité.

Près d'eux, plus d'un million d'hommes et des femmes salariés des associations de l'action sociale et de la santé ont fait le choix de les accompagner tout au long de leur vie. Educateurs spécialisés, aides médico-psychologiques, assistants sociaux... Selon une enquête IFOP, 81% des Français considèrent leurs métiers comme essentiels au bon fonctionnement de notre société. Oui, ces professionnels sont de véritables artisans de la solidarité et de la cohésion sociale du pays. Pourtant, ils se battent dans l'indifférence générale.

Face à la crise sanitaire, ces professionnels ont été fortement mobilisés et affectés, en première ligne face à l'isolement de personnes fragiles. Pourtant, personne ne les a applaudis. Puis ils ont été les grands oubliés du Ségur de la santé. Ce n'est qu'au prix d'un véritable bras de fer engagé avec les pouvoirs publics que le secteur a obtenu une revalorisation partielle des professionnels. 183 euros, mais pas pour tous.

Aujourd'hui, les professionnels de la cohésion sociale n'acceptent plus d'être relégués au rang de second de cordée. Employeurs associatifs, nous nous inquiétons de voir notre secteur si fragilisé, la cohésion sociale du pays se déliter, et certains professionnels abandonner leur mission qui fut une vocation. Aujourd'hui près de

50 000 postes sont vacants dans nos associations ; 150 000 départs à la retraite sont à anticiper d'ici 2025.

Améliorer l'attractivité de nos métiers est aujourd'hui un impératif absolu pour garantir l'accompagnement des publics vulnérables en France. Les Français en sont convaincus, ils sont 81% à estimer que le financement du secteur est insuffisant.

Le refus d'une réforme globale pour le secteur social et de l'accompagnement, comme cela est déjà le cas sur l'autonomie ou la cinquième branche, poursuit l'affaiblissement du secteur déjà fragilisé

Mais la politique sociale du pays continue de se payer de mots. Le 6 janvier dernier, le Président de la République évoquait les « visages et les voix de la fraternité » et posait un constat clair

sur ces métiers « délaissés » à « l'importance cardinale dans la vie de la nation ». S'ensuivait une conférence sociale réunie par le Premier ministre. Six mois plus tard, le silence reste assourdissant alors que nous attendions un véritable plan Marshall pour le secteur, forts du soutien moral et politique du chef de l'Etat et de l'opinion du pays !

Pourtant, la défiance envers nos associations continue et le refus d'une réforme globale pour le secteur social et de l'accompagnement, comme cela est déjà le cas sur l'autonomie ou la cinquième branche, poursuit l'affaiblissement du secteur déjà fragilisé.

Le constat est ainsi posé, partagé, par les salariés, les employeurs associatifs et les Français. Qu'attendons-nous ? Qu'attendons-nous pour financer réellement le secteur, mieux considérer ses acteurs, mieux accompagner les personnes vulnérables ? Qu'attendons-nous pour pleinement reconnaître leurs savoir-faire, et leurs expertises ? Qu'attendons-nous pour agir et éviter un délitement de notre tissu associatif ?

L'heure est à l'action, forte et rapide, et non plus aux déclarations de principe, et aux annonces de bout de ficelle. Il nous faut mettre en place un véritable plan Marshall à la hauteur des enjeux pour reconstruire le secteur et anticiper les besoins à venir. Les débats qui s'ouvrent dans le cadre des débats budgétaires au Parlement doivent apporter des réponses concrètes à ces besoins.

C'est à cette condition que nous pourrons, réellement et concrètement, faire vivre la promesse républicaine de fraternité, la cohésion sociale du pays et la solidarité nationale.

Alain Raoul est président de Nexem, organisation professionnelle des employeurs associatifs du secteur social, médico-social et sanitaire. Nexem représente 11 000 établissements et services employant plus de 330 000 professionnels dans cinq champs d'activité : le handicap, la protection de l'enfance, l'autonomie des personnes âgées, l'insertion sociale et la protection juridique des majeurs.